

Communiqué officiel du secrétariat pour le 42^{ème} Forum des îles du pacifique à Auckland Nouvelle-Zélande 7-8 septembre 2011.

COMMUNIQUE DU FORUM

Le 42^{ème} Forum des îles du pacifique s'est tenu à Auckland en Nouvelle-Zélande du 7 au 8 septembre 2011 en présence des chefs d'Etat et gouvernements d'Australie, des îles Cook, les États fédérés de Micronésie, la république du Kiribati, la république de Nauru, la Nouvelle-Zélande, Niue, La république des Palaos (Palau), la république des îles Marshall, la Papouasie Nouvelle-Guinée, les îles Samoa, les îles Salomon, Tonga et Tuvalu. La république du Vanuatu a désigné un envoyé spécial pour la représenter. La Nouvelle-Calédonie et la Polynésie Française ont assisté aux sessions officielles en tant que membres associés. Le Timor-Oriental, les îles Tokelau, Wallis et Futuna, la banque asiatique de développement, le secrétariat du Commonwealth, les nations unies, la Commission des pêches pour le Pacifique occidental et central (WCPFC), et la banque Mondiale ont assisté en tant qu'observateurs. La session de clôture du Forum s'est tenue sur l'île de Waiheke.

2. Les dirigeants ont exprimés leur profonde gratitude au 1^{er} ministre, gouvernement et peuple Néozélandais pour l'excellence des dispositions d'accueils accommodés pour les réunions de 2011 des dirigeants et pour leur aimable hospitalité qui leurs a été réservé pendant leurs séjours à Auckland. Les dirigeants ont aussi exprimés leurs sincères gratitudes au Tangata Whenua et aux citoyens d'Auckland pour l'accueil chaleureux reçu et la bonne volonté de tous au cours de leur participation à la réunion du Forum 2011. Les dirigeants ont reconnu l'importance de cette rencontre comme étant le 40^{ème} anniversaire de la fondation du Forum et des nombreux accomplissements réalisés dans la région du Pacifique durant cette période. Les dirigeants ont également noté la pertinence de l'invitation en Nouvelle-Zélande qui a, par ailleurs, accueilli la réunion inaugurale des dirigeants en 1971.

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DURABLE

1. Les dirigeants ont salué le thème de la Nouvelle-Zélande pour le Forum 2011 «*La conversion de potentiels en prospérité*» visant à souligner les nombreux atouts et les ressources du Pacifique, qui peuvent être améliorés et développés pour offrir des avantages durables. Les dirigeants ont approuvé la Déclaration de Waiheke sur le développement d'une économie durable qui est joint en annexe 1. Les dirigeants ont reconnu l'importance de concentrer les efforts régionaux sur les secteurs productifs où le Pacifique a un avantage comparatif, en particulier, le tourisme, la pêche et l'agriculture. Ils ont également souligné l'importance de l'éducation, de l'énergie et des infrastructures pour créer un environnement propice au développement économique durable. Les dirigeants ont reconnu que cette réflexion s'accorde avec les priorités de développement nationales et les plans d'un certain nombre de membres. Ils ont également reconnu l'importance de l'intégration marchande et la mobilité du travail pour les pays insulaires du Forum.

Les dirigeants ont affirmé qu'un développement économique intègre et durable conduirait à une meilleure qualité de vie et de meilleures opportunités pour les peuples du Pacifique. Ils ont salué l'occasion fournie par le « *Dialogue avec le secteur privé* » d'engager directement avec les représentants des entreprises du Pacifique, le rôle du secteur privé dans la conduite d'une croissance économique durable et d'opportunités de création d'emploi. Les dirigeants ont souligné pour les gouvernements, la nécessité de favoriser un environnement qui encourage l'entrepreneuriat et permette aux entreprises, notamment petites et moyennes entreprises, de prospérer.

PECHE

1. Les dirigeants ont réaffirmé l'importance de maintenir la solidarité régionale par une gestion efficace et une conservation des stocks de grands poissons migrateurs dans l'Océan Pacifique occidental et central, au bénéfice de cette région. Ils ont reconnu des développements importants dans le secteur de la pêche, y compris: la pêche scientifique, la conservation et la gestion via la *Commission des pêches pour le Pacifique occidental et central* (WCPFC); la renégociation du traité multilatéral de pêche avec les Etats-Unis pour générer des avantages économiques accrus; la ratification rapide de la convention portant création de l'*Organisation de gestion de la pêche dans la région du Pacifique Sud*, et l'accroissement des activités de suivi, contrôle et surveillance, y compris les négociations en vue de la conclusion d'un traité pour une filiale à Niue. Les dirigeants ont particulièrement souligné l'importance du *Traité multilatéral de pêche* et ont exhorté une conclusion rapide des négociations visant à sécuriser un maximum d'échanges équitables pour les îles du Pacifique.

2. Les dirigeants ont reconnu l'importance pour la région de maximiser les avantages économiques de la pêche pour soutenir le développement économique durable, y compris à travers le projet d'intégration économique régionale. Ils ont reconnu la précieuse contribution de la pêche côtière et l'aquaculture dans la sécurité alimentaire et le développement économique. Notant ainsi l'importance d'une assistance continue afin de fournir un soutien financier aux programmes nationaux et régionaux des pêches, les dirigeants ont entrepris de discuter de cette question avec les partenaires au développement, le cas échéant.

3. Les dirigeants ont exprimé leurs préoccupations quant à l'effet dommageable de la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (pêche INN) sur la durabilité des stocks de poissons et les retours économiques pour les membres du Forum. Les dirigeants ont demandé aux organisations régionales compétentes et les pays partenaires de poursuivre leurs efforts pour renforcer les capacités d'assistance, de surveillance et d'exécution et étendre ainsi l'efficacité à travers la région. Ils ont noté avec satisfaction la contribution de l'Australie et la Nouvelle-Zélande pour le développement de la pêche et le renforcement des capacités de surveillance, de contrôle et de surveillance dans les pays insulaires du Forum.

TRANSPORT ET ENERGIE

1. Les dirigeants ont souligné l'importance des liaisons de transport fiable, un accès sécurisé à l'énergie, et d'autres infrastructures d'appui pour le développement économique durable de la région. Ils ont réaffirmé leur engagement pour les énergies renouvelables et la promotion de l'efficacité énergétique. Les dirigeants ont également reconnu la nécessité de faire des progrès significatifs dans la diversification des sources d'énergie en développant des énergies renouvelables domestiques afin de réduire leur dépendance aux combustibles importés.

2. Les dirigeants ont reconnu la valeur des audits énergétiques et ont convenu des développements crédibles dans le *secteur des schémas* avec des plans tels que «*les cartes routières de l'énergie*» et des structures pour améliorer la sécurité énergétique, réduire la dépendance au combustible fossile pour la *génération électrique* et d'améliorer l'accès à l'électricité. Les dirigeants ont exprimé leur soutien pour le développement d'une gestion efficace des risques d'approvisionnement en carburant, permettant ainsi l'efficacité énergétique, en appréhendant les objectifs l'élargissement du dispositif électrique existant, les normes d'efficacité énergétique et du programme d'étiquetage pour aider à réaliser des économies d'énergie significatives. Ils ont reconnu qu'il fallait faciliter davantage une plus grande participation du secteur privé dans le secteur de l'énergie du Pacifique pour rationnellement réduire les obstacles tout au long de la production et la distribution.

3. Les dirigeants ont demandé aux *partenaires au développement* d'aider à la mise en œuvre de ces activités, la mise en œuvre des plans nationaux du secteur de l'énergie et des cibles et au renforcement des activités de coordination de leurs financements.

TOURISME

1. Les dirigeants ont reconnu l'importante contribution du tourisme à la croissance économique dans la région du Pacifique, y compris la création d'emplois. Ils ont souligné les possibilités pour tous les pays la possibilité de développer des activités touristiques très sophistiquée sur la base de la beauté naturelle et unique, et les cultures vibrantes de la région. Les dirigeants ont souligné la nécessité d'infrastructures essentielles pour soutenir la croissance dans le secteur du tourisme tout comme la nécessité de se concentrer sur la participation et l'adhésion accrue de la collectivité locale. Les dirigeants ont reconnu le potentiel inexploité du tourisme de croisière dans la région et la nécessité d'une infrastructure appropriée et d'assistance touristique afin de capitaliser sur ce secteur, notamment grâce à des ressources adéquates de *l'Organisation du tourisme du Pacifique Sud*.

ÉDUCATION

1. Les dirigeants ont réaffirmé leur engagement à relever les normes pédagogiques, d'améliorer les taux de participation, et l'expansion de la formation professionnelle et technique du commerce-pertinent. Les dirigeants ont salué l'annonce de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande informant qu'ils œuvreraient afin d'assurer que 500.000 enfants en plus dans le Pacifique soit inscrits à l'école et que 75 pour cent des enfants puissent lire à l'âge de 10 ans en 2021. Les dirigeants ont aussi salué le soutien permanent de l'Australie en faveur du *Collège Technique d'Australie Pacifique*.

COMMERCE

1. Les dirigeants ont noté la grande priorité accordée par la région aux résultats prospères de *l'Accord de Partenariat Economique (APE)* négocié en 2012. Les dirigeants ont convenu que les négociations sur « *l'Accord de commerce des Îles du Pacifique* » (PICTA), le « *Commerce des Services* » et « *le Mouvement Temporaire des Personnes Naturelles et PACER Plus* » devrait également devenir des questions de priorité, et qu'ils continueraient d'être tenus informés des progrès réalisés. Les dirigeants ont encouragé les pays qui n'ont pas encore souscrits aux dispositions de « *l'Accord de commerce des Îles du Pacifique* » PICTA, de le faire sans délai.

LA MOBILITE DU TRAVAIL

1. Les dirigeants ont reconnu les avantages mutuels issus de programmes efficaces de mobilité du travail, en soulignant la contribution qu'elle apporte aux moyens de subsistance des gens et les actions privées dans l'envoi et la réception entre les différents pays. Ils ont reconnu l'importante et permanente contribution de la « *Schème de reconnaissance des employeurs saisonniers de Nouvelle-Zélande* » à l'accès au marché de l'emploi dans le Pacifique et a salué l'annonce de l'Australie d'étendre son « *Système Saisonniers du Travailleur Pilote du Pacifique* » pour inclure quatre membres du Forum de plus.

CHANGEMENT CLIMATIQUE

1. Les dirigeants ont réaffirmé que le changement climatique demeure la plus grande menace pour la subsistance, la sécurité et le bien-être des peuples du Pacifique. Ils ont salué la visite historique du Secrétaire général Ban Ki-moon dans le Pacifique pour constater de visu le degré de vulnérabilité de la population du Pacifique aux impacts néfastes du changement climatique et l'élévation du niveau de la mer, comme en témoigne le cas des Kiribati. Ils ont également salué la présentation par le Président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, et le soutien aux efforts régionaux et la forte action internationale visant à atténuer les impacts du changement climatique.

2. Les dirigeants ont souligné le besoin critique et urgent d'adapter les finances pour permettre aux pays insulaires du Forum de répondre aux besoins d'adaptation de ses habitants, en particulier ceux qui souffrent déjà, et qui sont déplacés ou ont été déplacés à la suite des impacts néfastes du changement climatique. Ils se sont félicités des conseils fournis par les *ministres de l'économie du forum* sur les options permettant d'accéder et de gérer le financement du changement climatique lors de leur réunion à Apia en Juillet 2011. Pour faire avancer ce processus, les dirigeants ont chargés le Secrétariat du Forum de définir d'ici le premier trimestre de l'année 2012 les détails sur comment les options nationales et régionales pourrait fonctionner en pratique, et permettre ainsi lors de leurs examen, des réunions régionales pertinentes. En entreprenant ce travail, le Secrétariat du Forum doit évaluer la faisabilité des options et des risques et avantages associés, en tenant compte le cas échéant, des capacités et besoins spécifiques des pays respectifs et le potentiel de combinaisons possibles des diverses options nationales et régionales.

3. Les dirigeants ont souligné la nécessité de sécuriser les arrangements de gouvernance appropriée, les modalités et procédures de décaissement qui accueillent les contraintes particulières des pays insulaires du Forum pour le développement du « *Fonds pour un Climat Vert* » et dans le fonctionnement des opportunités de financement. Ils ont reconnu les contraintes de capacité unique auxquelles doivent faire face les « *pays insulaires du Forum* », notant ainsi que le rajout des capacités a été difficile pour s'assurer qu'ils sont en mesure de répondre efficacement et durablement au changement climatique. Les dirigeants ont demandé aux partenaires de développement, y compris les fonds mondiaux, de sorte que le financement des capacités pour les « *pays insulaires du Forum* » soit flexible et, idéalement, soutenu par l'intermédiaire des systèmes nationaux pour permettre l'accroissement des capacités et le renforcement institutionnel, en plus d'efforts traditionnels de renforcement des capacités.

PLAN DU PACIFIQUE

1. Les dirigeants ont salué le « *Rapport d'étape annuel du Plan pour le Pacifique de l'année 2011* » pour la mise en œuvre des priorités, par ailleurs approuvées par ceux-là même au Forum de Cairns en août 2009 et dont un certain nombre de réalisations notoires au cours des douze derniers mois, notamment:

- . Dans le secteur de la pêche, un certain nombre des activités régionales de surveillance maritime ont été menées pour détecter et décourager la pêche illicite, non réglementée (pêche INN);

- . Dans le domaine du changement climatique, la création du CROP ; « *Sous-comité exécutif sur le changement climatique afin de coordonner les efforts des organismes régionaux* »

- . En réponse à une demande des dirigeants, l'achèvement d'une importante étude sur les options pour améliorer l'accès et la gestion du financement du changement climatique, et

. L'achèvement des examens par ses pairs au Vanuatu, Niue et Tuvalu dans le cadre de la mise en œuvre du Pacte de Cairns sur le renforcement de la coordination du développement dans le Pacifique (Forum Compact).

2. Les dirigeants ont réaffirmé que le « *Plan pour le Pacifique* » demeure la stratégie maîtresse dans l'intégration régionale et la coopération. Les dirigeants ont reconnu la valeur du « *Forum Compact* » accommodant un soutien à la mise en œuvre des priorités du « *Plan pour le Pacifique* », en fournissant les principes et les processus de prestation coordonnée. Les dirigeants ont noté le développement proposé du cadre de performance du « *Plan pour le Pacifique* » et ont approuvé l'approche consistant à utiliser les processus régionaux existants pour suivre les priorités de mise en œuvre du « *Plan pour le Pacifique* » pour les rapports.

« CAIRNS COMPACT » SUR LE RENFORCEMENT DU DEVELOPPEMENT DE LA COORDINATION DANS LE PACIFIQUE (forum compact)

1. Les dirigeants ont salué les efforts du *Secrétariat du Forum* dans l'exécution du « *Forum Compact* » et ont approuvé les deux rapports présentés- *Contrôle et suivi de l'efficacité des efforts de développement du Rapport du Pacifique de 2011*, et le *Rapport de suivi des Objectifs régionaux de Développement Millénaire dans le Pacifique (ODM) de 2011*. Les dirigeants ont reconnu l'importance des efforts continus déployés par les *pays insulaires du Forum*, avec le soutien des *partenaires au développement*, dans l'identification des mesures concrètes, en prenant les mesures nécessaires et dans la mise en œuvre de surveillance pour améliorer la coordination du développement et des résultats.

2. Les dirigeants ont salué les progrès réalisés au titre du « *Forum Compact* » en 2011 et reconnu les efforts des membres du Forum, du *Secrétariat du Forum*, des organismes partenaires et des partenaires au développement dans le renforcement de la coordination du développement de la région. Les dirigeants ont reconnu l'importance de l'effort accru dans la région pour renforcer la gestion financière publique par l'utilisation d'outils de diagnostic et des processus tels que les évaluations des dépenses publiques et responsabilité financière. Les dirigeants se sont félicités de l'expérience positive des 20 examens par les pairs qui ont eu lieu au Vanuatu, Tuvalu et Niue. Ils ont salué les progrès des examens accomplis et la mise en œuvre des résultats de 2010 par les pairs à Nauru et les Kiribati, en notant les avantages du partage des expériences et l'identification des bonnes pratiques pour améliorer les résultats de développement.

3. Les dirigeants ont convenu de présenter des preuves et l'expérience accumulée lors de sa mise en œuvre dans le cadre du « *Forum Compact* » partie d'une position régionale coordonnée à la réunion du quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide (HLF4) qui se tiendra à Busan, en République de Corée à partir du 29 Novembre au 1 Décembre 2011.

SANTÉ

1. Les dirigeants ont rappelé le communiqué de *Honiara sur la crise des maladies non transmissibles dans le Pacifique* (MNT) émis par les ministres de la Santé le 30 Juin 2011, qui a souligné l'impact de l'augmentation rapide et la prévalence des maladies non transmissibles dans la région. Profondément touchés qu'environ 75 pour cent des décès d'adultes dans tout le Pacifique étaient dus à des maladies non transmissibles, avec la majorité des décès survenant chez les adultes dans la tranche d'âge des « économiquement actifs », les dirigeants ont reconnu les énormes pertes économiques dues aux maladies non transmissibles et l'impact résultant sur les budgets nationaux de santé et, éventuellement, la dernière réalisation pour la région du *Rapport de suivi des Objectifs régionaux de Développement Millénaire dans le Pacifique* (ODM). Les dirigeants ont adopté la *Déclaration du Forum des dirigeants sur les maladies non transmissibles* à l'annexe 2. Les dirigeants ont entrepris de maintenir une attention particulière de la question en collaboration avec les importants partenaires de développement et d'offrir des déclarations fortes sur la crise que connaît la région à la Réunion de haut niveau de l'ONU sur les *maladies non transmissibles dans le Pacifique* (MNT) en Septembre 2011.

INITIATIVE RÉGIONALE DE LA JEUNESSE

1. En accueillant la « *Jeunesse en milieu urbain dans le Pacifique* » de 2011: *le rapport d'accroissement, de résilience et de la réduction des risques d'implications dans les Crimes et la Violence* préparé par le Secrétariat du Forum et du PNUD, les dirigeants ont reconnu la nécessité d'une plus grande action en matière d'intégration de la jeunesse au niveau national et régional, l'augmentation significative de l'emploi et d'autres possibilités pour les jeunes, et notamment leurs voix dans la prise de décision. Les dirigeants ont souscrit aux *Principes directeurs clés* contenues dans le rapport. Ils ont également salué le travail continu et complémentaire dans la région sur la question des jeunes et des conflits, ainsi que récemment l'immeuble de conférence des Jeunes de la Paix de Wansolwara et d'importants sujets soulignés dans leurs déclarations.

2. Les dirigeants ont souligné le rôle important du gouvernement, du secteur privé et des institutions de formation technique et professionnelle qui doivent se pencher en urgence sur le problème du chômage des jeunes. Les dirigeants ont également reconnu la nécessité pour le développement d'un cadre régional pour l'emploi des jeunes, la contribution des *offres de la mobilité du travail*, et a souligné l'importance d'avoir des statistiques annuelles de l'emploi qui sont ventilées par sexe et par âge. Les dirigeants ont également souligné l'importance vitale du sport en aidant les jeunes à rester en bonne santé, soutenant ainsi la société et le potentiel de devenir des leaders de leurs communautés. À cet égard, les dirigeants ont salué le *programme Sport Outreach d'Australie*.

SPORT REGIONAL

1. Les dirigeants ont bien noté le communiqué du deuxième conseil des sports des îles du Pacifique tenu à Nouméa le 28 août 2011 et s'est félicité de leur accord pour promouvoir le

sport et pour relever les défis posés par les maladies non transmissibles et les questions touchant les jeunes dans le Pacifique.

INITIATIVE RÉGIONALE SUR L'ÉGALITÉ DES SEXES

1. Les dirigeants ont souligné l'importance de l'égalité des sexes et ont convenu d'intensifier les efforts visant à promouvoir le rôle de l'égalité des femmes dans la prise de décision à tous les niveaux, et de continuer d'améliorer le plaidoyer pour le leadership des femmes et l'accroissement des pouvoirs avec des femmes comme chefs de file. Les dirigeants se sont engagés à accroître la représentation des femmes dans les assemblées législatives, des initiatives saluées et, à cet égard, prévues d'être reproduites dans les différents Forum de membres.

VIOLENCES SEXUELLES ET SEXISME (SGBV)

1. Les dirigeants ont félicité la précieuse contribution du *Groupe de référence du Forum* à l'adresse du SGBV en vue d'atteindre leurs engagements de 2009 pour éradiquer la violence sexuelle et sexiste et de s'assurer que les personnes ont toutes une protection égale devant la loi et accès identique à la justice. Les dirigeants ont entrepris d'envisager d'inviter le Groupe de référence SGBV à entreprendre des consultations nationales dans leurs pays respectifs.

MISSION D'ASSISTANCE REGIONALE AUX ILES SALOMON (RAMSI)

1. Les dirigeants ont félicité la direction continue ainsi que l'engagement du Gouvernement des Îles Salomon et de la RAMSI, pour la mise en œuvre des décisions des dirigeants, prise lors du Forum 2010 sur la RAMSI, afin d'assurer des avantages durables pour le peuple des Îles Salomon. A noter que, les dirigeants ont particulièrement salué l'esprit de coopération démontré au titre du partenariat Cadre SIG-RAMSI et a souligné l'importance cruciale de maintenir caractère régional de la RAMSI lors de sa phase de transition.

FIDJI

1. Les dirigeants ont salué les travaux en cours du Forum pour encourager et soutenir le retour de Fidji à la démocratie parlementaire en conformité avec les mandats de dirigeants et la Déclaration de Biketawa, conscient des décisions prises par les dirigeants à Port Moresby et Cairns en 2009, et Port-Vila en 2010.

2. Les dirigeants ont salué la convocation du *Group de contact ministériel (MCG)* _ réunion tenue à Port-Vila le 14 Février 2011, mais a exprimé sa déception concernant la visite par le MCG à Fidji qui n'a pas eu lieu avant la réunion du « *Forum des dirigeants* » et a appelé

à une visite à prendre lieu dès que possible, comprenant des rencontres avec une série de parties prenantes. Les dirigeants ont chargé le MCG de poursuivre le dialogue et l'engagement avec les Fidji et souhaitent un rapport à la prochaine réunion des dirigeants.

2. Les dirigeants ont réitéré leur appel pour le commencement du véritable dialogue politique inclusif à Fidji entre les parties, sans conditions préalables ou de résultats prédéterminés. Ce faisant, ils ont aussi réaffirmé les valeurs sous-jacentes du Forum, à savoir le respect de la démocratie, de la gouvernance et de la primauté du droit, et ont exprimé leur profonde préoccupation quant à la détérioration de la situation des droits humains et de graves difficultés politiques et économiques auxquels fait face le peuple de Fidji.

3. Les dirigeants ont réaffirmé l'engagement clair de tous les membres du Forum pour encourager et soutenir un retour rapide de Fidji à la démocratie parlementaire, y compris leur offre si besoin, d'une assistance pratique pour relever les défis auxquels sont confrontés les Fidji.

4. Les dirigeants ont convenu de permettre à Fidji de participer à des réunions à PACER de manière officielle uniquement, compte tenu que Fidji a un rôle économique important et des liens vers des perspectives plus larges d'intégration économique régionale.

DROITS DE L'HOMME

1. Les dirigeants ont salué la réussite régionale majeure de la participation constructive de tous les membres du Forum dans le premier tour de l'Examen périodique universel (VPR) pour le Conseil des droits de l'homme. Ils ont reconnu le soutien et l'assistance aux Membres dans leurs rapports d'efforts du *Secrétariat du Forum*, l'équipe des ressources régionales des droits de l'homme du secrétariat de la Communauté Pacifique et le Bureau des Nations Unies du Commissaire aux droits de l'homme. Les dirigeants ont noté le développement de cette coopération, ainsi que les réseaux créés par cette activité, qui représentent une source importante d'expertises des droits de l'homme pour toute la région.

ENGAGEMENT AVEC LA SOCIETE CIVILE

1. Les dirigeants ont salué l'initiative du Secrétaire général de transmettre les visions de la société civile sur toute une gamme de défis auxquels fait face le Pacifique. Les dirigeants ont reconnu plusieurs des problèmes identifiés par la société civile, qui étaient déjà sur l'agenda régional. Les dirigeants ont soutenu cette communauté et ont noté que l'engagement constructif avec la société civile était indispensable pour trouver la meilleure voie à suivre. Les dirigeants ont chargé le Secrétariat de déterminer, le cas échéant, des moyens pratiques pour assurer des perspectives pour que la société civile continue de se refléter dans la formulation des politiques du Forum et soient capables d'être transmis aux réunions du forum à venir ».

SECONDE GUERRE MONDIALE : NAUFRAGES ET ARTILLERIE

1. Les dirigeants se sont déclarés préoccupés par la persistance de munitions de la seconde guerre mondiale non explosées (UXO) qui reste un problème de sécurité pour de nombreux Membres, ainsi que d'une menace pour la santé publique, la sécurité et l'environnement. Ils ont également reconnu que des munitions non explosées posent un sérieux obstacle au développement. Les dirigeants ont salué l'élaboration d'une Stratégie régionale du Cadre de munitions non explosées comme une approche pratique pour relever les défis d'UXO dans la région et a appelé à l'assistance des organismes internationaux compétents et les partenaires au développement dans la lutte contre ce problème longtemps négligé.

2. Les dirigeants ont noté le risque pour l'environnement posés par les fuites d'huile provenant d'épaves, dans la région, issues de la Seconde Guerre mondiale et a appelé à l'élimination garantie de pétrole de ces naufrages, comme dans la lagune de Chuuk dans les États fédérés de Micronésie, les Iles Salomon et la République des îles Marshall.

LA QUESTION DU DESARMEMENT INTERNATIONAL

1. Les dirigeants ont salué les progrès réalisés par le Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies chargé de négocier un *traité sur le commerce des armes* (ATT) qui aiderait dissuader et prévenir le trafic illicite et la prolifération des armes, y compris les petites artilleries et les armes légères. Les dirigeants ont également exprimé leur soutien à l'élaboration d'une position commune sur le forum d'orientation du ATT et d'assurer une voix forte et proactive dans les négociations du ATT.

2. Les dirigeants ont noté que 2011 marque le quinzième anniversaire de l'Organisation du Traité d'interdiction des essais nucléaires (TICE) ouverte à la signature. Ils ont encouragé tous les États à devenir membre du TICE étant donné son importance, c'est un moyen pratique et efficace pour faire progresser la non-prolifération nucléaire et le désarmement.

CONTAMINANTS RADIOACTIFS DANS LA RÉPUBLIQUE DES ÎLES MARSHALL

1. Les dirigeants ont reconnu les circonstances particulières relatives à la présence continue des contaminants radioactifs dans la République des Îles Marshall et ont réaffirmé l'existence d'une responsabilité particulière par les États-Unis d'Amérique envers le peuple des Îles Marshall, qui ont été et continuent d'être , affectée comme un résultat direct des essais d'armes nucléaires menés par les Etats-Unis lors de son administration des îles Marshall en vertu du mandat des Nations Unies de tutelle.

2. Les dirigeants ont réitéré leur appel aux Etats-Unis d'Amérique à la hauteur de toutes ses obligations, notamment sur la fourniture d'une indemnisation adéquate et l'engagement de sa responsabilité pour la réinstallation des populations déplacées en toute

sécurité, y compris la restauration complète et définitive de la productivité économique de toutes les zones touchées. Les dirigeants ont bien noté l'épuisement des tentatives d'évolution des circonstances de la Pétition au titre du Pacte original ainsi que du Pacte modifiée face au gouvernement américain, mais s'est tout de même engagé à envisager de soumettre une lettre au gouvernement américain incitant les Etats-Unis à entreprendre des actions à la suite des audiences du Congrès qui a établi les besoins persistants résultant du programme américain d'essais nucléaires.

3. Les dirigeants se sont engagés à soutenir les Îles Marshall sur cette question à l'Assemblée générale des Nations Unies, au Conseil de sécurité des Nations Unies, et à d'autres forums internationaux. Les dirigeants ont noté les résolutions 1082 (1954) et 1493 (1956) de l'ONU et exprimé leur soutien à la République des Îles Marshall avec le secrétaire général des nations unies secrétaire et l'Assemblée générale des nations unies concernant le rapport sur les effets des rayonnements ionisants dans les îles Marshall appelé dans la résolution AGNU A/RES/65/96, et pour d'autres mesures de suivi relatif au rapport. Enfin, les dirigeants ont également convenu de soumettre une lettre au Secrétaire générale des nations unies.

PACIFIQUE OCEANSCAPE

1. Les dirigeants ont réaffirmé l'importance cruciale d'assurer le développement durable, la gestion et la conservation de nos océans, soulignant la dépendance unique de la région sur l'océan Pacifique en tant que base pour leur subsistance, leur sécurité alimentaire et leur développement économique. Les dirigeants ont rappelé à la Conférence 2012 des Nations Unies sur le Développement Durable (Rio + 20) la reconnaissance de la valeur et la contribution significative mondiale de l'océan Pacifique pour le développement durable, en reconnaissant l'intendance des pays insulaires du Pacifique.

2. Les dirigeants ont en outre encouragé la communauté internationale à œuvrer pour la gestion intégrée des océans, en utilisant le Oceanscape Pacifique comme un modèle, avec le but de réaliser les objectifs internationaux pertinents afin de contribuer à la santé et la vitalité de l'environnement océanique, y compris à travers le réseau mondial des aires marines protégées convenus à Rio +10. Les dirigeants ont également souligné les menaces pour l'environnement marin, y compris de l'acidification des océans, la pollution et la pêche illicite, non déclarée et non réglementée. Afin de s'assurer que Rio +20 appréhende des résultats solides sur la conservation et la gestion durable des écosystèmes marins et des ressources qui reflètent les besoins du Pacifique, les dirigeants ont également appelé à la maximisation des rendements aux membres de la conservation et à la gestion durable des ressources océaniques. Les dirigeants ont salué la nomination de Tuiloma Neroni Slade en tant que commissaire du Pacifique Oceanscape.

FONDS COMMUNAUTAIRES POUR L'ENVIRONNEMENT DU PACIFIQUE

1. Les dirigeants se sont félicités des efforts déployés par le Secrétariat du Forum pour la mise en œuvre des projets sur la production d'énergie solaire, le dessalement d'eau de mer ou des deux types hybrides sous la tutelle du Fonds communautaire de l'environnement (PEC fonds) dans le Pacifique fournis par le Gouvernement du Japon. Les dirigeants ont salué l'invitation du gouvernement du Japon qui accueillera la 6ème Réunion des dirigeants des îles du Pacifique (PALM6) et qui se tiendra à Nago City, préfecture d'Okinawa, au Japon les 25 et 26 mai 2012.

2005 ACCORD INSTITUANT LE FORUM DES ILES DU PACIFIQUE

1. Les dirigeants ont incité les membres du Forum qui ne l'ont pas encore fait, de ratifier l'accord 2005 instituant le Forum des îles dans les plus brefs délais.

RELATIONS AVEC LES NATIONS UNIES

1. Les dirigeants ont accueilli chaleureusement la présence historique du Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, guidant la délégation d'observateurs de l'ONU au 42ème Forum des îles du Pacifique et aidant par la même occasion, à célébrer les 40 ans de l'organisation. Les dirigeants ont exprimé leur profonde gratitude pour la contribution précieuse apportée par l'ONU pour la région du Pacifique. Ils ont remercié le Secrétaire général pour l'occasion unique qui leur a été donnée de discuter des principaux défis auxquels la région est confrontée et a souligné l'importance du soutien continu de l'ONU pour assurer la réalisation des objectifs généraux du Forum et de son « *Plan pour le Pacifique* ».

2. Dans leurs discussions, les dirigeants ont également réaffirmé les valeurs partagées et les Principes du Forum des îles du Pacifique et de l'ONU, y compris des engagements importants pour les droits humains, la primauté du droit, la bonne gouvernance et la démocratie. Les dirigeants ont aussi salué les partenariats clés qui existent entre l'ONU et ses fonds et ses programmes et les principales institutions régionales du Pacifique, et plus particulièrement le Secrétariat du Forum. Les dirigeants ont salué l'engagement du Secrétaire général de convoquer les réunions et d'y assister régulièrement avec eux, surtout quand ils se réuniront à New York pour l'Assemblée générale des Nations Unies qui a lieu normalement chaque Septembre. Déclaration conjointe des dirigeants du Forum des îles du Pacifique et le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies publié le 7 Septembre 2011 jointe en annexe 3.

CANDIDATURES

1. Les dirigeants ont noté le succès de la coopération régionale et de la solidarité permettant de mettre en évidence les problèmes du Pacifique au sein des forums des Nations Unies. Les dirigeants ont reconnu l'importance de la représentation du Pacifique dans le Conseil de Sécurité des Nations Unies (CSNU) veillant ainsi à ce que le Conseil de sécurité soit informé sur les questions internationales concernant la région. À cet égard,

les dirigeants ont réaffirmé leur soutien fort et unanime à la candidature de l'Australie pour le Conseil de sécurité pour la période de 2013-2014, et la candidature de la Nouvelle-Zélande pour celle de 2015-2016.

REUNION DES DIRIGEANTS DES PETITS ETATS INSULAIRES

1. Les dirigeants ont noté les résultats de la réunion des gouvernants des plus petits États insulaires.

REUNION DES DIRIGEANTS DES ACP

1. Les dirigeants ont noté les résultats de la réunion des gouvernants des ACP.

FORUM DES MECANISMES DE PARTENARIAT

1. Les dirigeants ont chargé le Secrétariat du Forum d'élaborer un processus pour la réévaluation du dialogue post-Forum (VFI) des membres, avec le démarrage de la mise en œuvre en 2012. L'examen du processus d'adhésion proposé pour être membre PFD s'appuierait sur l'évaluation des partenaires VFI par rapport aux critères existants VFI, avec des rapports sur l'efficacité de l'APD élargi dans la région. Les dirigeants ont noté que cela exigerait des Partenaires VFI la remise de rapports réguliers au Secrétariat afin de permettre la préparation d'un rapport sur l'état des Partenaires VFI pour examen au Forum du Comité des officiels.

STATUT D'OBSERVATEUR AU FORUM

1. Les dirigeants ont reconnu avec satisfaction les efforts consentis du Groupe ACP pour renforcer sa coopération avec les membres du Forum et le Secrétariat du Forum et de son soutien sur des aspects importants des relations de la région avec un partenaire clé du développement, l'Union européenne, et sur l'invitation au Groupe ACP pour devenir un Observateur du Forum.

2. Les dirigeants ont également reconnu le rôle vital joué par les Etats-Unis et ses territoires dans le Pacifique, en invitant les Samoa américains, Guam et le Commonwealth des Mariannes du Nord à devenir observateurs du Forum.

POLYNÉSIE FRANÇAISE

1. Les dirigeants ont rappelé leur décision de 2004 qui était de soutenir le principe du droit de la Polynésie française à l'autodétermination. Ils ont réitéré à la Polynésie française et la

France, leurs encouragements dans la recherche d'une approche concertée sur la façon d'accomplir le droit de la Polynésie française à l'autodétermination.

POSTE DE SECRETAIRE GENERAL

1. En accord avec les règles établies par les dirigeants en 2002, les dirigeants ont convenu à l'unanimité la reconduction du mandat de Tuiloma Neroni Slade en tant que Secrétaire général du Secrétariat du Forum pour un deuxième mandat de 3 ans.

APPRÉCIATION

1. Les dirigeants ont félicité le président sortant, l'honorable Meltek Sato Kilman Livtuvanu, Premier ministre du Vanuatu, et le Gouvernement du Vanuatu pour la gérance du Forum au cours de la dernière année.

LIEU ET HEURE DU PROCHAIN FORUM

1. Les dirigeants ont salué l'offre faite par le Gouvernement des Îles Cook, souhaitant accueillir le Forum des îles du Pacifique en 2012, reste à déterminer les dates.

Auckland, Nouvelle-Zélande

8 Septembre 2011

Annexe 1

LA DÉCLARATION DE WAIHEKE POUR UN DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DURABLE

Nous, les dirigeants du Forum des îles du Pacifique, réunis à Auckland, en Nouvelle-Zélande:

Reconnaissant avec gratitude la clairvoyance des dirigeants du Pacifique, qui il y a quarante ans de cela se rencontrâmes à Wellington, en Nouvelle-Zélande, afin d'établir ce qui est aujourd'hui le Forum des îles du Pacifique impliquant seize membres des États indépendants du Pacifique;

Reconnaissant la vision des dirigeants à cette première réunion qui a fortement encouragé le développement de la coopération régionale comme un mécanisme précieux pour aider à résoudre les problèmes d'intérêt commun touchant la vie quotidienne des peuples des îles du Pacifique;

Célébrer l'accomplissement des réalisations éprouvées par la coopération régionale étroite et efficace;

Réalisant des défis économiques et sociaux auxquels nous faisons tous face, y compris ceux découlant du changement climatique, l'augmentation des coûts et des insécurités de l'approvisionnement en produits de première nécessité tels que l'énergie et la nourriture, et les impacts de l'urbanisation et les catastrophes naturelles;

Exprimant avec satisfaction l'assistance importantes reçues au cours des quatre dernières décennies des partenaires au développement de la région;

Tenant compte de l'orientation stratégique fournie par le Plan du Pacifique pour faire progresser les piliers du développement durable et la croissance économique dans le Pacifique;

Reconnaissant l'importance de la bonne gouvernance et la sécurité, les deux autres piliers du Plan pour le Pacifique, en aidant à fournir des résultats de développement économique durable;

Réaffirmant l'importance d'accélérer les progrès vers les Objectifs du Millénaire pour le développement,

Soulignant les avantages de faire progresser la coordination du développement impliquant les pays du Pacifique et des partenaires au développement, comme énoncé dans le Pacte de Cairns sur le renforcement de la coopération au développement dans le Pacifique (Forum Compact);

Partager notre aspiration à créer une économie prospère, stable et sûre du Pacifique pour les générations futures;

Par la présente :

Déclarons que renforcer le développement économique durable est la clé pour une meilleure qualité de vie pour tous nos peuples;

Renouvelons notre engagement à poursuivre un objectif, celui de garantir un environnement économique durable pour tous, afin que tous nos peuples, en particulier les jeunes qui sont l'avenir de nos sociétés, aient des possibilités d'emploi rémunérateur et puissent vivre une vie saine et productive et sécuritaire;

Reconnaître que le développement économique durable augmente la résilience des communautés, y compris leurs membres les plus vulnérables.

Parcourir le monde pour transformer l'avenir de la région en s'appuyant sur des atouts uniques dans le Pacifique par collectivement concentrant nos efforts sur les domaines où nous avons un impact de bien-être sur nos peuples à long terme;

Reconnaître que, malgré les défis liés à notre petite taille et de notre isolement relatif, nous vivons dans un océan de possibilités, sur lequel repose un immense potentiel pour nos secteurs productifs, notamment la pêche, le tourisme et l'agriculture, et que capitaliser ce

potentiel est crucial pour l'avenir du Pacifique et des moyens de subsistance de nos peuples;

Reconnaître l'importance des secteurs comme les transports, les infrastructures, l'éducation et de l'énergie en fournissant un environnement dans lequel le potentiel du Pacifique peuvent être réalisées;

Affirmer le secteur haute importance du secteur privé pour aider à réaliser le potentiel de la région;

Reconnaître notre responsabilité de créer un environnement où les entreprises peuvent prospérer et contribuer au développement de la région;

Reconnaître la façon dont l'intégration régionale et économique peut améliorer la perspective de stabilité à long terme de la croissance économique dans les collectivités du Pacifique par la création d'emplois, l'amélioration de la croissance du secteur privé, et d'élever le niveau de vie, à travers la libre circulation des biens, des services et des investissements dans les îles du Pacifique;

S'engage à:

Poursuivre l'amélioration des rendements durables des économies insulaires du Pacifique à partir des ressources naturelles abondantes, en particulier la pêche, disponible à partir de la richesse de notre mer commune du Pacifique et de ses îles;

Favoriser un environnement qui protège l'augmentation des investissements, l'activité productive et de renforcer le secteur privé, notamment en matière de pêche, d'agriculture et de tourisme, afin de générer profits et l'emploi;

Responsabiliser la prochaine génération par des améliorations significatives des accès à l'éducation de base de qualité aux enfants, de manière à élever les taux d'alphabétisation;

Améliorer l'état de santé de nos populations afin qu'elles puissent profiter de la vie et soient plus productive pour soulager ainsi le fardeau sur les économies du Pacifique;

Conserver et gérer les écosystèmes insulaires fragiles qui sous-entendent le développement durable et la sécurité alimentaire et de l'eau dans notre région;

Nous nous engageons spécifiquement à:

Améliorer la sécurité énergétique par le biais de mesures d'efficacité plus grande et la promotion des énergies propres et abordables, y compris les énergies renouvelables;

Régler la persistance du problème de la pêche illégale, non réglementée et non déclarée dans le Pacifique à travers le renforcement de l'efficacité de la surveillance régionale, le contrôle et les activités de surveillance;

Promouvoir le Pacifique comme une destination touristique dynamique et diversifié, et de soutenir la capacité du secteur à générer des revenus et des emplois pour ses peuples;

Relever les normes éducatives et élargir les possibilités d'acquérir des compétences techniques et professionnelles pertinentes pour les différents marchés du travail, surtout pour les femmes ;

Accroître les possibilités pour les femmes à accéder au marché du travail;

Assurer la participation significative de la société civile et les communautés insulaires du Pacifique dans le processus de développement;

Développer des institutions qui contribuent à créer un environnement favorable pour le secteur privé, y compris par l'introduction appropriée des réformes réglementaires et juridiques;

Réduire les barrières ERS au commerce régional et les investissements afin d'élargir l'accès aux marchés pour les entreprises du Pacifique et de se concentrer sur le renforcement de la capacité des économies afin de profiter des opportunités commerciales et d'investissement qui se présentent;

Continuer à renforcer la gestion financière publique et la coordination du développement comme un moyen d'améliorer l'efficacité du développement et de se préparer adéquatement à assurer une gestion efficace de l'afflux de ressources pour lutter contre le changement climatique;

Investir dans une infrastructure améliorée;

Soutenir le développement de niches, de la production agricole à haute valeur ajoutée et ses liens dans les chaînes de valeur mondiales, telles que le commerce équitable et des matières organiques;

Conviennent de renforcer la surveillance de la progression des priorités régionales;

S'engagent à examiner d'autres façons dont nous pourrions renforcer la coopération et l'intégration régionales, notamment grâce à l'amélioration de l'efficacité des institutions communes, afin de promouvoir la prestation efficace des biens publics régionaux, et l'amélioration des services, pour nos entreprises et nos peuples;

Exhorter les organisations régionales du Pacifique à envisager activement la manière dont leurs programmes de travail peuvent contribuer à la croissance économique et l'amélioration de la capacité des secteurs productifs, le cas échéant;

Compter sur nos partenaires internationaux et leurs soutiens, de manière coordonnée, concentrer nos efforts en centralisant les aides sur des domaines qui touchent directement et indirectement l'amélioration de notre capacité à développer des économies durables de production.

Annexe2

« Déclaration sur les maladies non transmissibles »

Les dirigeants ont exprimé leur profonde préoccupation concernant les maladies non transmissibles (MNT) qui ont atteint des proportions épidémiques dans les pays et territoires insulaires océaniques (États et Territoires insulaires) et sont devenues une « crise humaine, sociale et économique » exigeant une réponse urgente et globale.

Les dirigeants ont tiré la sonnette d'alarme car 75 pour cent des décès d'adultes dans tout le Pacifique sont dus aux maladies non transmissibles et dont la majorité sont dans la tranche d'âge économiquement active et que le reste du temps le reste souffre d'effets secondaires graves qui entravent leur capacité de contribuer davantage au développement économique.

Les dirigeants ont exprimé une vive préoccupation concernant les MNT qui peuvent compromettre la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), car pour une région qui a déjà du mal à satisfaire les objectifs de 2015 se retrouve face à un défi encore plus grand.

Conscient de l'évaluation par le World Economic Forum MNT rang comme l'une des principales menaces mondiales pour le développement économique, les dirigeants ont noté avec inquiétude les énormes coûts économiques des maladies non transmissibles dans le Pacifique et en particulier l'augmentation rapide des dépenses sur les MNT comprenant plus de 50 pour cent du total du budget de la santé dans plusieurs pays insulaires.

Les dirigeants se sentent particulièrement concernés par la progression sans relâche des maladies non transmissibles et le potentiel de saper l'offre de travail, la productivité, l'investissement et à l'éducation, quatre des principaux facteurs de la croissance économique avec des conséquences potentiellement dévastatrices, en particulier dans les pays et territoires insulaires océaniques.

Les dirigeants ont reconnu la gravité de la menace que fait peser sur les personnes dans les pays insulaires du Pacifique et des territoires et l'urgence d'y remédier.

Les dirigeants ont salué l'engagement pris par les ministres océaniques de la santé pour fournir un leadership soutenu et l'appui à la prévention des MNT et de contrôle, l'ensemble des gouvernements et l'ensemble de la société pour diriger des approches afin de résoudre la crise MNT. Les dirigeants ont également salué l'engagement pris par les ministres des sports du Pacifique pour aider à travers le sport.

Les dirigeants ont félicité le Gouvernement de Palau pour avoir pris la décision sans précédent de déclarer «MNT comme une crise nationale» par décret exécutif, en reconnaissant que ce leadership et l'engagement politique est appelé à faire face à cette crise dans les différents pays et dans la région.

Les dirigeants ont reconnu que la plupart des interventions nécessaires pour maîtriser les maladies non transmissibles doivent être élargies en dehors du secteur de la santé

Les dirigeants se sont engagés eux-mêmes et leurs gouvernements à accélérer la mise en œuvre des cinq principaux domaines d'intervention qui ont été éprouvées pour réduire les maladies non transmissibles de lutte antitabac; meilleure alimentation - principalement par la réduction de sel, des graisses et des sucres, l'activité physique; une consommation d'alcool réduite, et l'accès aux médicaments essentiels et des technologies, notant en particulier que de nombreuses interventions MNT sont génératrices de revenus telles que l'augmentation des taxes pour le tabac et l'alcool.

Les dirigeants ont souligné l'importance d'agir rapidement et résolument et appelé les gouvernements, le secteur privé, la société civile, les organisations régionales et internationales et les partenaires au développement à travailler ensemble pour résoudre cette crise qui évolue rapidement. Les dirigeants ont demandé au Secrétariat de la Communauté du Pacifique et de l'organisation mondiale de la Santé et des autres organisations du CORP de travailler avec tous les pays océaniques à travers un «ensemble de gouvernements » pour renforcer leurs capacités à répondre aux MNT.

Annexe 3

DÉCLARATION COMMUNE DES DIRIGEANTS AU FORUM DES ILES DU PACIFIQUE ET DU SECRETARE GENERAL DES NATIONS UNIES

7 Septembre, Auckland, Nouvelle-Zélande

Forum des îles du Pacifique (FIP) Les dirigeants et le Secrétaire général des Nations Unies (ONU) se sont réuni le 7 Septembre 2011 lors du 42ème Forum des îles du Pacifique à Auckland, en Nouvelle-Zélande.

Lors de leur réunion, les dirigeants du FIP ont reconnu la contribution précieuse apportée par le système des Nations Unies dans le Pacifique, et la présence pour la première fois au FIP d'un Secrétaire général de l'ONU.

Le Secrétaire général a félicité les dirigeants du FIP sur l'établissement du 40e anniversaire de la FIP, et reconnu le rôle clé qu'elle joue dans la promotion du développement durable, protection de l'environnement, la bonne gouvernance et la paix et la sécurité par la coopération régionale dans le Pacifique.

Le Secrétaire général a salué le thème du FIP de cette année ; le développement économique durable.

Dirigeants du FIP et le Secrétaire général:

Soulignent la valeur de la coopération entre le système des Nations Unies et le FIP et de ses institutions associées, et conviennent d'étudier les moyens de renforcer davantage cette coopération.

Discutent sur le renforcement du travail des Nations Unies dans la région pour soutenir ces efforts, y compris la possibilité d'utiliser le Cadre d'accélération des OMD; accord sur l'importance de la croissance économique durable dans la réalisation des Objectifs de Développement du Millénaire (ODD) dans le Pacifique et aider à identifier les priorités d'action nationales dans chaque pays insulaires du Pacifique.

Discutent des principaux défis auxquels la région du Pacifique et intensifient le rôle du système des Nations Unies pour aider les pays insulaires du Pacifique afin de relever ces défis, notamment grâce à l'alignement de ses programmes avec les objectifs et les priorités établies dans les stratégies nationales de développement durable des pays insulaires du Pacifique et en droit international et des cadres régionaux, notamment le Programme de la Barbade (PAB), la Stratégie de Maurice, le Programme d'action d'Istanbul (PAI) et le Plan pour le Pacifique.

Soulignent que le changement climatique et l'acidification des océans est restée la plus grande menace pour la subsistance, sécurité et bien-être des peuples du Pacifique, et a réaffirmé la nécessité d'une action internationale urgente pour réduire les émissions en rapport avec la science et les impacts associés au changement climatique et l'acidification des océans sur les communautés les plus vulnérables du Pacifique et des peuples. Ils ont souligné la nécessité d'une réduction ambitieuse des émissions de gaz à effet de serre suffisant pour permettre la survie et la viabilité de l'AIL Pacifique États insulaires en développement (PEID), et pour la COP17 de la CCNUCC à Durban pour livrer un résultat global compatible avec cet objectif. Ils ont également souligné la nécessité de s'attaquer à toutes les enceintes internationales pertinentes, y compris mais non limité à la CCNUCC, l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité, les menaces urgentes sociaux, économiques et de sécurité causés ou exacerbés par les effets néfastes de l'acidification des océans et du climat changement, y compris les implications de l'élévation du niveau de l'intégrité territoriale des PEID du Pacifique et leur existence en tant que communautés viables dynamiques, a accueilli à cet égard le récent Conseil de sécurité débat ouvert et la déclaration présidentielle sur la Paix et la Sécurité Maintenance International: Impact du Climat Changement. Ils ont souligné le rôle du système des Nations Unies à soutenir les efforts nationaux, régionaux et internationaux pour répondre à ces impacts.

A souligné l'importance critique du développement, la gestion et la conservation durables des océans de la région, du littoral et des ressources halieutiques comme une source de subsistance et de revenus pour les collectivités, les industries et les gouvernements, et de

permettre PEID du Pacifique pour profiter d'une plus grande part des bénéfices tirés de ces ressources. Ils ont appelé à de telles questions, souvent désigné comme le «Blue Economy », pour figurer en bonne place lors de la conférence de l'ONU l'année prochaine sur le développement durable (Rio +20). Ils ont exhorté la communauté internationale pour faire face aux menaces pour les écosystèmes marins et de travailler vers une gestion intégrée des océans et un réseau mondial d'aires marines protégées.

A reconnu le rôle clé de l'ONU dans le maintien de la paix et la sécurité internationales et la contribution du leader du FIP pour aborder la paix régionale et les défis de sécurité. Ils ont noté la valeur de la coopération renforcée et de partage d'expérience entre les deux organisations sur la prévention des conflits, rétablissement de la paix, la médiation, le maintien de la paix et la consolidation de la paix, en s'appuyant sur des expériences positives à Bougainville et les îles Salomon.

A noté une série d'autres domaines dans lesquels la coopération entre l'ONU et les États du Pacifique aurait l'appui des priorités nationales identifiées par les dirigeants du FIP et le PAB, Stratégie de Maurice, le PAI et le Plan pour le Pacifique. Il s'agit notamment de l'amélioration de la capacité productive des PEID du Pacifique; la sécurité alimentaire, les énergies renouvelables; la préparation aux catastrophes et de réduction des risques et des secours d'urgence et de rétablissement; la non-prolifération et le désarmement, y compris le contrôle du commerce illicite des armes légères et des armes légères et de négociation d'un Traité sur le commerce des armes; aborder les impacts continus des essais nucléaires dans le Pacifique; prévenir et traiter les effets des maladies non transmissibles dans la région et promouvoir la bonne gouvernance, la démocratie, la primauté du droit et des droits humains et la violence contre les femmes.

Convenu de l'importance, des ressources, d'assurer une présence accrue de l'ONU dans la région du Pacifique, y compris au niveau des pays, pour promouvoir le dialogue et une coopération efficaces dans des domaines prioritaires d'intérêt général, en reconnaissant les mesures prises récemment par le système des Nations Unies à cet égard.

Réaffirmé les vulnérabilités uniques et particulières et des besoins de développement des PEID, et a souligné l'importance d'expansion cohérente, de coordination et de réactivité à l'appui du système des Nations Unies pour les PEID.

Souligné l'importance de dialogue réguliers au plus haut niveau, et ont convenu de convoquer des réunions entre le Secrétaire général de l'ONU et les dirigeants du FIP à intervalles réguliers, en commençant sur les marges d'ouverture de la 67ème session de l'Assemblée générale des Nations à New York en Septembre 2012.